

FORMATION AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET FILIERE

Ferme de Sainte Marthe – 41 MILLANCAY

SESSION ETE 2012

MEMOIRE

L'argent DETTE – un esclavage moderne

« L'argent est une nouvelle forme d'esclavage et elle ne se distingue de l'ancienne que par son caractère impersonnel, il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave ». (Léon TOLSTOY).

L'arnaque monétaire n'est pas une fatalité, des solutions sont possibles, l'avenir ne dépend que de nous !

« Le processus par lequel les banques créent de l'argent est si simple que l'esprit résiste à y croire » (John Kenneth Galbraith – Economiste).

Didier HOEFFELIN
Directeur Administratif et Financier
Futur Paysan

SOMMAIRE

INTRODUCTION	page 3
Première partie : L'argent dette.	page 3
A) Qu'est-ce que l'argent ?	page 4
Petit historique	
Du XXème siècle à nos jours	page 5
B) Comment se crée l'argent ?	page 5
C) Pourquoi ce système est possible	page 8
Seconde partie : Un système pervers et dangereux.	Page 9
A) Un système condamné à croître ou à s'effondrer	page 9
B) La dette des gouvernements	page 10
Zoom sur la France	
C) Pourquoi appeler ce système « l'esclavage moderne ».	page 13
D) Pourquoi le système perdure t'il et jusqu'à quand ?	page 14
E) Le rêve libéral :	page 15
Troisième partie : Ensemble et dans la paix, nous pouvons faire changer les choses.	Page 16
A) Des idées pour l'avenir	Page 16
B) Pourquoi ce mémoire, mon projet :	page 19
CONCLUSION	page 19
Remerciements et annexes	

INTRODUCTION :

« Je sais, nous allons droit dans un mur ! » Combien de fois avons-nous entendu cette phrase au cours de discussions politiques ou sociales ? En effet, nous sommes nombreux à éprouver ce sentiment, à avoir l'impression que rien n'est fait comme il faudrait. Et puis d'abord ! Quel mur ? Les discussions divergent sur ce point, sur les responsables et sur nos capacités individuelles à répondre à ce constat. Quoi qu'il en soit, nous pouvons constater que l'homme a de plus en plus de mal à répondre à son besoin primaire : s'alimenter.

Malgré toutes les évolutions technologiques, nous ne pouvons que constater que les famines s'accroissent dans les pays les plus pauvres et guettent le moindre peuple en faillite.

Mais comment l'humanité en est elle arrivée là ?

Que pouvons-nous faire pour amortir la chute ?

« Personne n'est plus esclave que ceux qui pensent faussement être libre. » (Goethe)

Est-il possible de vivre sans argent ? Cela semble difficile maintenant. Sans argent, nous sommes exclus de la société, il devient difficile de répondre à ses besoins vitaux, comme une personne qui a de grandes difficultés à respirer. L'argent est donc un « bien » indispensable à l'individu pour vivre en société (voir vivre, tout court).

Que dirions-nous si l'air que nous respirons était privatisé, s'il nous fallait payer un service pour nous permettre de respirer ? Il est alors facile de concevoir notre dépendance envers l'entreprise qui le commercialise.

Il semble donc intéressant d'expliquer, dans un premier temps, ce qu'est l'argent à travers son processus de création. Ensuite nous verrons les conséquences engendrées par le système monétaire sur le fonctionnement de la société.

Enfin, je souhaiterai vous faire partager les actions (que certains ont déjà commencées) qu'il me semble importants de développer pour amortir les conséquences humaines et environnementales engendrées par ce système structurellement destructeur.

Première partie : L'argent dette.

« De tous les secteurs de l'économie, l'étude de l'argent est celui où la complexité du système sert le plus à déguiser la vérité, à la dissimuler, au lieu de l'exposer. » (John Kenneth Galbraith – Economiste et auteur).

« Chaque fois qu'une banque accorde un prêt, un nouveau crédit bancaire est créé. Ce sont de nouveaux dépôts, de l'argent entièrement nouveau ». (Grahams F. Towers – Directeur de la Banque du Canada, 1934-1954).

« Seul les petits secrets ont besoin d'être protégés, les grands sont tenus secrets par l'incrédulité du public » (Marshall McLuhan).

A) Qu'est-ce que l'argent ?

Lorsqu'un petit groupe d'individu agit ensemble pour répondre à ses besoins, le besoin d'échanger n'est pas nécessaire, tout le monde œuvre pour la communauté. C'était le cas des premiers groupes (chasseurs – cueilleurs).

Mais la sédentarisation, voit apparaître les premiers métiers : la guerre (finalement peut-être 1^{er} métier de l'homme selon J Y Fromonot) et l'agriculture. Dès qu'il y a spécialisation d'activité, le besoin d'échanger pour obtenir un bien ou un service qu'on n'a plus le temps de produire soi-même devient indispensable. Est-ce l'argent qui a permis la spécialisation ou est-ce l'inverse ? Je n'ai pas la réponse à ce jour.

Petit historique :

Le troc nécessite que nous ayons quelque chose à échanger en même temps avec un autre individu. Or, cela n'est pas possible lorsque les échanges sont différés.

L'argent a pris différentes formes lors de son apparition : coquillage, plume, pierre... Ces objets, sans valeur réelle et non rares, symbolisaient simplement l'engagement qu'un individu avait envers un autre. Le Cauri, petit coquillage, est sans doute une des premières monnaies utilisées par les hommes ; l'objet représentait symboliquement une certaine quantité de biens. Ce système peut très bien fonctionner pour des échanges locaux, car les individus se connaissent et la confiance est accordée à la parole donnée.

Ce n'est plus le cas lorsque les échanges se font avec d'autres communautés ou des personnes de passage. Il devient donc vite nécessaire d'utiliser une matière qui puisse avoir la confiance de tout le monde. L'Homme a toujours éprouvé une fascination pour l'or et sa rareté a permis les échanges, car tout le monde sait que ce métal est prisé par le plus grand nombre.

Nous retrouvons les premières traces de la monnaie métallique chez les grecs, au VI^{ème} siècle av J.C.

Au début les pièces valaient leur « pesant d'or », mais la rareté des métaux précieux ne permettait pas de pouvoir échanger les quantités de biens grandissant. Par un système d'alliage de métaux, la dévaluation monétaire était permise.

La quantité de biens à échanger devenant de plus en plus importante, suite au développement des échanges internationaux qu'il fallait également financer (route des Indes, des Amériques, etc...), la monnaie métallique n'était plus adaptée (trop de quantité à transporter et attirance des voleurs).

C'est au XVII^{ème} siècle que l'usage du « papier-monnaie » va se développer en Europe sous l'impulsion du Suédois Johan Palmstruch en 1656. Etant donné que des dépôts d'or étaient effectués dans les établissements bancaires et souvent pour une durée assez longue, l'idée de mettre en circulation de la monnaie papier supérieure en valeur à celle de la couverture en or permet de mettre plus d'argent en circulation. Il ne faut pas que tout le monde viennent réclamer la contre partie en or en même temps.

C'est ce qui se passera malgré tout en France en 1720, et mettra en faillite le système. Ce sont les premières faillites bancaires. L'usage de la monnaie papier, en dépit des crises, se généralise au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle.

Du xxème siècle à nos jours :

Le franc restera gagé sur l'or jusqu'en 1914. Le cours forcé de la monnaie est décrété. C'est l'abolition de l'obligation de convertibilité en or des billets. La 1^{ère} guerre mondiale, qui ne devait durer que quelques semaines en raison du manque d'argent, put ainsi s'éterniser.

Lors de la conférence de Gênes (1922), les Etats-Unis choisissent de conserver l'étalon or classique. Le dollar repose sur l'or, la livre Britannique sur le dollar et les autres monnaies Européennes sur la livre Britannique.

En 1934, le dollar est défini comme 1/35^{ème} d'once d'or. Les accords de Bretton Woods en 1944 confirment un système monétaire qui repose sur le dollar, seule monnaie encore ancrée sur l'or.

Le 15 Août 1971, Nixon supprime la convertibilité du dollar en or, c'est l'abandon de l'étalon or pour le système monétaire.

A partir de mars 1973 est établi le régime des « changes flottants » : les monnaies varient entre elles suivant l'offre et la demande. Toutefois, la confiance du système repose en grande partie sur le dollar car c'est la seule devise utilisée pour le commerce du pétrole « les Pétro-dollars ».

Aujourd'hui il n'y a plus de contre partie à la monnaie métallique émise, seulement de la dette ! Mais au fait, maintenant, qu'elle est la quantité de monnaie métallique et comment se fabrique l'argent ?

B) Comment se crée l'argent ?

Quand on parle d'argent, nous pensons tout de suite à la monnaie fiduciaire (pièces et billets) et croyons que c'est le gouvernement qui crée l'argent. C'est vrai ! Mais en petite partie seulement. L'argent fiduciaire (pièces et billets) mis sur le marché par le gouvernement ne représente que 5% de la masse monétaire. Cette monnaie est émise par la Banque Centrale, aussi appelé « institut d'émission ».

Qu'en est-il des 95% restant ?

La croyance la plus populaire est celle selon laquelle l'argent existe comme un gâteau. La grande question est alors de savoir comment distribuer les parts ? Il est vrai que pendant des siècles l'argent était matériel et existait (monnaie permanente), mais depuis 1971 la dématérialisation monétaire est totale.

. Ce sont les crédits qui permettent les dépôts et non l'inverse.

« Tout le monde sait subconsciemment que les banques ne prêtent pas l'argent à partir des dépôts. Quand vous voulez prendre de l'argent sur votre compte épargne, la banque ne vous dit pas que ce n'est pas possible parce qu'elle a prêté cet argent à quelqu'un d'autre. » (Mark Mansfield, économiste et auteur).

Mais alors ! Comment se crée l'argent ?
Et bien l'argent se crée à partir de rien !

En fait, disons plutôt que l'argent se crée à partir de promesses.

En vérité, lorsque nous signons les documents d'un emprunt bancaire, la seule chose réelle est notre reconnaissance de dette. Celle-ci est garantie par nos actifs qui nous seront confisqués si nous ne pouvons pas payer les remboursements.

L'accord de prêt devient donc vendable ou échangeable, la reconnaissance de dette de l'emprunteur est une forme d'argent.

Dans le monde virtuel de l'argent, la simple promesse faite par une banque de vous prêter de l'argent est considérée comme de l'argent véritable, alors que la simple promesse de prêter un marteau ne donnera jamais le marteau.

L'argent sur notre terre est ainsi devenu une dette, car pour qu'il y en ait, il faut au préalable l'emprunter.

La banque prête donc de l'argent qu'elle n'a pas ! Elle crée de l'argent entièrement nouveau.

Les banques privées ne créent pas l'argent à partir de leurs bénéfices ou de nos dépôts, mais le plus souvent à partir de l'engagement de rembourser par l'emprunteur.

Ceci s'explique par une simple écriture comptable.

Actif	Passif
Hypothèque de la maison – remboursement du capital par échéance	Le compte de l'emprunteur est crédité de 100 000 €

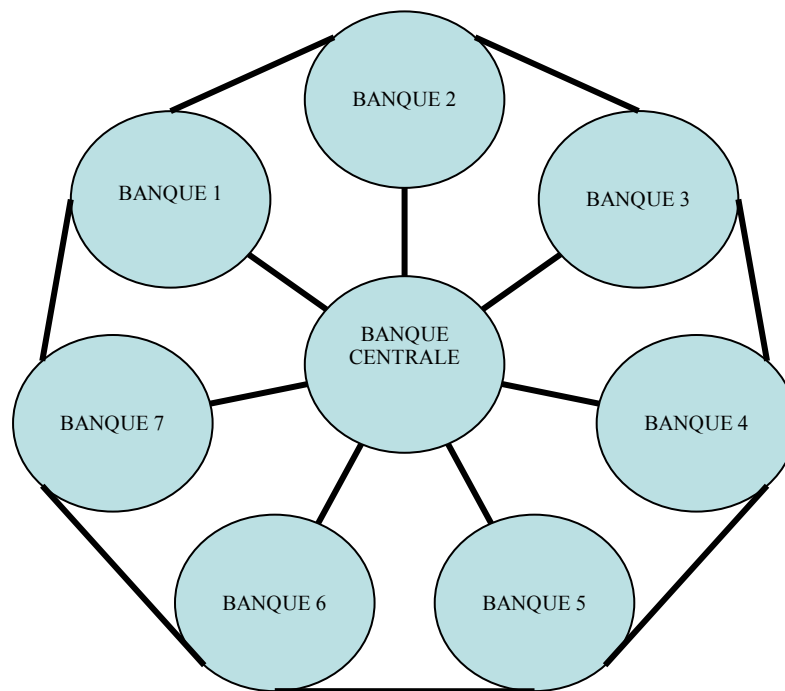
En fait, cet argent est créé sous forme de monnaie scripturale et représente les 95% restant de la masse monétaire. Vous ne voyez jamais cet argent concrètement. Pour une maison, ce sera un chèque de Banque adressé au notaire et placé dans une autre banque. Pour une voiture, l'argent sera crédité sur votre compte et vous établirez un chèque qui sera déposé sur le compte de la vendeuse.

Pensez vous que la vendeuse va retirer cet argent en monnaie fiduciaire de suite ? Non elle peut le dépenser à nouveau avec sa carte bancaire ou un chèque (qui ira dans une autre banque).

Essayez de retirer une forte somme d'argent en monnaie fiduciaire. Au dessus de 7 000 € la banque doit faire une déclaration aux services fiscaux. De quoi en décourager plus d'un. En plus, de 2000 à 7000 €, la banque vous posera des questions et vous demandera de revenir dans 2 ou 3 jours, tout simplement car elle n'a pas l'argent à sa disposition.

Ce système fonctionne car c'est un circuit fermé et les banques grâce à un système de compensation, n'ont pratiquement jamais à sortir d'argent. Les montants empruntés

dans une banque seront dépensés dans une autre et vice-versa. Ce système fonctionne tant que les banques ont confiance entre elles.



C'est ce système de compensation qui est appelé refinancement, ce terme mal utilisé laisse croire que les banques empruntent à la banque centrale les sommes qu'elles même prêtent à leur clientèle.

Toutefois, suite aux nombreuses crises du système bancaire, les banques ne peuvent pas faire ce qu'elles veulent. En collaboration et sous la demande des gouvernements afin de conforter le système, les banques ne peuvent créer de l'argent qu'en respectant les règles bancaires « Accords de Bâle » qui instaurent le système de « réserve fractionnaire ».

Qu'est-ce ? La banque verse 1 000 € à la banque Centrale et peut ainsi créer 10 000 € (la banque peut donc créer de la monnaie, si ses actifs en couvrent 10%). Avec Bâle 2, le système de réserve fractionnaire était descendu à 2%. La banque pouvait donc créer 10 000 € avec 200 €.

Suite à la crise de 2008, nous avons entendu parler de Bâle 3. Objectif: renforcer la solidité des banques face à de futures crises et éviter que les établissements financiers fassent appel aux Etats. Il s'agit ainsi d'éloigner le spectre d'un nouvel effondrement du système bancaire, comme ce fut le cas en 2008 avec la faillite de la banque américaine « Lehmann Brother ». La série de réformes, intitulée Bâle 3, prévoit le relèvement du ratio minimum de fonds propres, destiné à éponger les pertes éventuelles des actifs des banques. Les 27 membres ont ainsi acté un renforcement de 7% à partir de 2013.

Mais ce n'est pas tout ! Les 10 000 € nouvellement créés vont revenir de toute façon à une banque, qui lorsqu'elle capitalise, peut de nouveau créer de l'argent.

En résumé : La monnaie fiduciaire est émise par la banque centrale (institut d'émission). Les banques commerciales et d'affaires (privées) se sont vues accorder le droit exclusif d'émettre de la monnaie. Ce qui, en passant, ne les empêche pas, en plus, de prêter les dépôts des épargnants et de bénéficier de la différence des taux d'intérêts.

Important : Le mot dépôt est également erroné. Nous ne déposons pas l'argent à la banque, nous prêtons notre argent à la banque, c'est pour cela que nous sommes rémunérés par des intérêts. S'il s'agissait d'un vrai dépôt nous aurions le loyer d'un coffre à payer à la banque. Les risques sont les mêmes que si vous prêtez votre argent à n'importe quelle entreprise privée. Le plus souvent la banque ne re prêle pas cet argent elle va préférer spéculer avec.

Combien y a-t-il d'argent ? Créé à partir de dettes, le montant d'argent qu'il est possible de créer n'a qu'une seule limite réelle, le montant total de la dette !

La masse monétaire est impossible à calculer car il y a des mouvements tous les jours, elle évolue sans cesse. Elle augmente avec les nouveaux crédits et diminue à chaque échéance de remboursement.

Vous vous demandez comment est-ce possible ?

« Je crains que le simple citoyen n'aime pas du tout se faire dire que les banques peuvent créer de l'argent, et qu'elles le font... Et ceux qui contrôlent le crédit d'une nation dirigent la politique des gouvernements et tiennent dans le creux de leurs mains la destinée des peuples. » (Reginald Mc Kenna, ancien président du conseil d'administration, Midlands Bank of England).

C) Pourquoi ce système est possible ?

Ce système ne peut fonctionner qu'avec la coopération des gouvernements :

- 1) Les gouvernements passent des lois qui imposent l'utilisation de la devise nationale.
- 2) Ils permettent que les crédits émis par les banques privées soient payable dans leur monnaie nationale.
- 3) Les cours de justice gouvernementales font respecter les obligations de paiement des dettes.

Enfin, les gouvernements adoptent des règlements qui assurent le fonctionnement et la crédibilité du système monétaire, sans rien faire pour informer le public de l'origine véritable de l'argent.

Vous êtes vous déjà demandé pourquoi les gouvernements, grandes et petites entreprises et familles sont tous endettés et pour des montants de plus en plus colossaux, malgré toutes nos inventions, nos ressources et notre technologie ?

Vous êtes vous demandé pourquoi il existait autant d'argent à emprunter ?
Il n'y en a pas, les banques le créent.

Comment est-il possible que les gens qui produisent toute la richesse réelle soient endettés envers les gens qui ne font que prêter de l'argent, symbole de cette vraie richesse ?

Ce système pourrait être efficace, car la masse monétaire s'adapte à la proportion de la richesse réelle produite.

Mais, il y a un détail que nous n'avons pas encore abordé : Les taux d'intérêts !
C'est ce qui était appelé l'usure au moyen âge, et l'usure a été longtemps considéré comme un péché. Il y a forcément une raison « chute de l'empire romain ».

Ce système est dangereux pour la société car structurellement exponentiel !

« Une des plus grandes faiblesses de la race humaine, c'est son incompréhension de la fonction exponentielle ». (Albert A. Bartlett, physicien).

« C'est bouleversant, nous dépendons complètement des banques commerciales. Quelqu'un doit emprunter chacun des dollars qui est en circulation, cash ou crédit. Si les banques créent amplement de l'argent synthétique, nous prospérons. Sinon, c'est la famine. Nous sommes absolument sans système monétaire permanent. Quand quelqu'un commence à voir l'image globale, l'absurdité tragique de notre situation désespérée est presque incroyable... » (Robert H. Hemphill, gestionnaire du crédit, federal reserve bank, Atlanta Georgie).

Seconde partie : Un système pervers et dangereux.

La banque crée l'argent concernant le montant du principal. Elle ne crée pas l'argent qui sert à payer les intérêts.

A) Un système condamné à croître ou à s'effondrer :

Pour bien comprendre, le mieux est de réduire le système à son minimum.

Imaginons que nous empruntons 1000 €, et que nous avons 200 € d'intérêt à payer. La masse monétaire va donc s'accroître de 1000 €. Au fur et à mesure que les échéances sont remboursées la masse monétaire diminue d'autant (le remboursement du capital détruit automatiquement l'argent créé par l'emprunt). Par contre si personne d'autres ne fait d'emprunt durant ce temps, il sera impossible de trouver les 200 € pour payer les intérêts.

Il faut donc trouver désespérément l'argent pour rembourser le principal et les intérêts dans une réserve globale d'argent qui ne contient que le principal.

Il est tout à fait impossible pour tout le monde d'honorer ses engagements car l'argent des intérêts n'existe pas. Une formule mathématique simple permet de le comprendre :

P = Principal

I = Intérêts

$P / (P+I)$ = rembourse leur prêt

$I / (P+I)$ = se feront saisir

Ceci bien sûr à un instant T, mais tant que d'autres dettes se créent, les niveaux de saisie restent inférieurs.

Pour que la société continue de fonctionner, le taux de saisies doit rester bas. De plus en plus de nouvelles dettes doivent être créées pour trouver l'argent qui servira à payer les dettes précédentes.

Alors bien sûr, la dette totale augmente et les intérêts aussi, ce qui cause une escalade exponentielle de l'endettement.

Pourquoi est-ce que les gouvernements dépensent plus vite que jamais ?
Ne serait-ce pas pour éviter l'effondrement de tout le système monétaire.

La croissance économique doit-être en augmentation, en corrélation avec la croissance de la masse monétaire afin d'éviter l'inflation et l'effondrement du système monétaire.

B) La dette des gouvernements :

Il me semble inutile de développer ce point, qui à lui seul pourrait constituer un mémoire. Je préfère donc conseiller à ceux que cela intéressent la lecture du livre :
« La dette publique, une affaire rentable – à qui profite le système » de André Jacques Holbecq et Philippe Derudder aux éditions Yves Michel.

Il me semble simplement important d'exprimer le fait que le fonctionnement du financement de l'état est devenu comme le simple particulier. C'est un choix purement politique. L'Etat a le pouvoir de créer la monnaie et c'est ce qui se passait auparavant. Pour cela, l'Etat empruntait à la banque Centrale, sans intérêts, afin de faire circuler de l'argent grâce à ses investissements. C'est ce qui est appelé la monétisation de la dette.

Alors pourquoi cela n'est plus utilisé ? Pourquoi emprunter auprès des établissements privés ?

Zoom sur la France :

Comme nous l'avons décrit dans l'historique, la monnaie papier (ou certificat de dépôt d'or) sera parfois émise d'une manière excessive par rapport aux dépôts, ce qui aura pour conséquence des faillites de banques.

L'état va donc intervenir afin d'éviter les crises engendrées par un système géré par des intérêts particuliers.

Le XIX^{ème} siècle voit apparaître le monopole d'émission à l'Etat qui s'impose des règles rigoureuses. Le 18/01/1800 c'est la création de la Banque de France (BdF), par l'Etat et des acteurs importants de l'économie. Elle sera donc constituée en société anonyme avec comme actionnaire l'Etat et ce qui à été appelé les « 200 familles ».

« Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit ». (Napoléon Bonaparte)

La BdF obtient le privilège d'émission sur l'ensemble du territoire Français en 1848. En contrepartie de son privilège d'émission, la BdF est amenée à assurer gratuitement le service de caisse des comptes du trésor (ancien trésor public) et à consentir des avances sans intérêts à l'état.

Le front populaire en 1936 et la loi du 02/12/1945, confirment le rôle de service public de la BdF. Le capital de la banque sera transféré à l'état le 1^{er} janvier 1946. Comment croyez vous que la France a pu faire pour dire non au plan Marshall ? La France a investi et monétisé ses créances sans payer de taux d'intérêts... L'état crée ainsi une bonne partie de la masse monétaire.

A partir de 1973, c'est un recul, sous l'impulsion de Valérie Giscard d'Estaing, alors ministre des finances de Pompidou, avec nouvelle réforme des statuts dans laquelle nous trouvons en particulier cet article 25 : « Le trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la BdF ». La BdF abandonne donc son rôle de service public.

L'état reste seul propriétaire des actions de la BdF, il bénéficie donc de l'intégralité des dividendes versés.

En 1976, sans aucune justification économique, Raymond Barre (Président VGE) décide que l'état paiera les intérêts au-delà du taux d'inflation. L'état se place donc aux services des créanciers.

La loi du 04/08/1993 (93-980), sur l'indépendance de la BdF, stipule dans son article 3 : « Interdiction d'accorder des crédits au Trésor Public ou toute monétisation de la dette. »

A partir de ce moment, la France s'interdit, par simple choix politique, de créer de la monnaie afin d'agir comme tous les particuliers et entreprises. De plus, les intérêts ne seront plus versés à la BdF et la France ne récupèrera plus cette somme sous forme de dividendes... Tout est dans le secteur privé !

En 1998, la BdF intègre le SEBC (Système Européen de Banques Centrales).

L'article 123 du traité de Lisbonne confirme l'indépendance de la BCE et des 27 autres Banques Centrales.

Les traités internationaux prévalant sur les constitutions, la France ne peut plus, seule, revenir en arrière. Il faut que les décisions soient prises au niveau de la BCE ou sortir de l'Europe.

« Il est aujourd'hui pour le moins paradoxal de constater que lorsque, pendant des siècles, l'Ancien régime avait préservé jalousement le droit de l'Etat de battre monnaie et le privilège exclusif d'en garder le bénéfice, la République démocratique a abandonné pour une grande part ce droit et ce privilège à des intérêts privés. » Maurice Allais, Nobel d'Economie 1988, l'impôt sur le capital et la réforme monétaire.

Selon Abraham Lincoln, ancien président des Etats-Unis, mort assassiné *« Le gouvernement devrait créer, émettre et faire circuler toutes les devises et tous les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses du gouvernement et des consommateurs. En adoptant ces principes, des sommes immenses d'intérêts seraient épargnées aux contribuables. Le privilège de créer et d'emprêter de l'argent est non seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité créative »*.

Selon James A Garfield, ancien président des Etats-Unis, mort assassiné *« Quiconque contrôle la quantité d'argent dans ce pays est maître absolu de toute l'industrie et de tout le commerce... Et si vous savez que le système tout entier est facilement contrôlable, d'une façon ou d'une autre, par quelques hommes tout puissant, pas besoin de vous expliquer qu'elle est l'origine des périodes d'inflation et de dépression »*.

Enfin une phrase que beaucoup de personnes connaissent, sans penser que cela est maintenant devenu réel :

« Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois. » Mayer Amsel Rothschild (1743 – 1812).

Vous avez encore un doute ??????

Posez-vous les vraies questions :

- Pourquoi les gouvernements choisissent d'emprunter de l'argent aux banques privées, avec intérêts, quand ils pourraient créer tout l'argent nécessaire sans intérêts ?
- Pourquoi créer de l'argent à partir de dettes, pourquoi pas de l'argent en circulation permanente ?
- Comment un système monétaire, fondé sur l'accélération de la croissance, peut-il servir à construire une économie durable ?
- Que faut-il changer pour obtenir un système durable, l'usure ?

« Je n'ai encore jamais vu personne qui puisse justifier, par la logique et la raison, que le gouvernement fédéral emprunte son propre argent... Je crois que le temps viendra où les gens demanderont que cela change.

Je crois que le temps viendra dans ce pays où on sera blâmé, vous et moi et tous les autres membres du congrès, pour n'avoir rien fait et pour avoir laissé subsister ce système idiot. » (Wright Patman, membre du congrès US).

Quelles sont les conséquences de tout cela ?

C'est le système monétaire qui crée les cycles économiques et non l'inverse. Les périodes de déflation (récession) et d'inflation (croissance), peuvent être totalement artificielles et dirigées.

En fait c'est une sorte d'ingénieuse dictature économique. Aussi longtemps que notre société dépendra du crédit bancaire pour son apport d'argent, les banquiers resteront seuls à décider qui reçoit de l'argent ou pas.

C) Pourquoi appeler ce système « l'esclavage moderne » ?

Pour me répéter, l'argent est créé par les banques privées par le biais du crédit bancaire, tout l'argent qui existe sur cette planète est dû.

Donc c'est le destin des hommes qui se trouve suspendu au bon vouloir du système bancaire, selon qu'il accepte ou non d'accorder des crédits.

Le crédit est facile, tout le monde trouve son intérêt, les banquiers reçoivent une bonne rémunération et l'inflation, ainsi que la croissance, sont au rendez vous.

Le crédit est serré, la masse monétaire diminue, des particuliers et des individuels ne peuvent plus rembourser, les banques font des prises de possession et cela crée la déflation (ainsi que la récession économique).

Inflation : La masse monétaire augmente plus vite que les biens mis sur le marché, les prix montent.... Les crédits augmentent et la croissance est au rendez vous. Les effets sont dévastateurs pour l'environnement.

Nous nous apercevons un retour de manivelle du système en période de DEFLATION.

La déflation :

Il y a moins d'argent, par rapport aux biens et services disponibles. Comme il y a moins d'argent, le prix des biens et des services baisse.

Cela pourrait être une bonne chose, si l'argent n'était pas créé sous forme de dette avec des intérêts.

Pour toute personne non endettée, la déflation aurait pour conséquence un dividende général payé sur les biens et services de son choix. C'est-à-dire que pour la même somme, il peut acheter plus de biens. Si les salaires baissent, les prix des biens baissent également.

Mais ce n'est pas le cas lorsque l'argent est sous forme de dettes avec intérêts, ce qui est vrai pour 95% de la masse monétaire en circulation.

Lorsque la masse monétaire diminue, il devient de plus en plus difficile de faire des remboursements fixes. Pour les gens lourdement endettés, la rareté de l'argent peut s'avérer catastrophique.

Pensez à ce que la Grèce vit en ce moment et à quel point les rémunérations ont baissées.

Les effets psychologiques des salaires et des prix accélèrent le processus, car les emprunteurs et les entreprises n'ont plus l'assurance de pouvoir rembourser leurs emprunts. Alors ils n'empruntent plus. La pénurie d'argent s'aggrave, entraînant la perte de nombreux emplois et la réduction du pouvoir d'achat. Ce phénomène a lieu malgré des ressources abondantes et de solides capacités de production.

Cette formidable spirale descendante rend inévitables les saisies bancaires massives, les prix dégringolés car plus personne ne peut dépenser d'argent. Du coup la valeur des garanties de prêts chute. Les banques se retrouvent avec de lourdes pertes dues aux radiations de prêts. Certaines banques doivent fermer, les consommateurs et les entrepreneurs ne font plus confiance au système. Bientôt le malaise économique et social se fait grave.

« Avec le système monétaire actuel, l'argent épargné précautionneusement pendant toute une vie peut fondre en un clin d'œil » (Larry Parks, Directeur Général de The Foundation for the advenant of monétaire Education).

Rien ne peut arrêter cette spirale, à moins que l'Etat ne crée de l'argent nouveau ou ne s'endette lourdement auprès de banques privées, pour créer assez d'argent afin de relancer l'économie.

Par exemple en 1929 « le crash boursier » : la réserve fédérale n'est pas intervenue. En 1932, la masse monétaire avait grandement diminuée. Des millions de gens ont été saisis car l'argent requis pour rembourser les emprunts n'existait plus.

Avec le New Deal, Roosevelt a relancé l'économie via des emprunts massifs auprès de banques privées.

Mais il a fallu attendre la 2nd guerre mondiale pour qu'il y ait à nouveau abondance d'emplois et d'argent. Grâce à tout l'argent investi dans l'effort de guerre, la grande crise à pris fin.

Le grand perdant de ce système est la société dans son ensemble. Ce système monétaire, outre les crises humaines qu'elle produit, engendre tous les maux de notre société et notre planète : crises environnementales, destructions massives d'écosystème, pouvoir financier à un petit nombre qui permet d'influer nos comportements (agriculture, santé, alimentation, éducation, énergie, armement, ...).

D) Pourquoi le système perdure t'il, et jusqu'à quand ?

Vous êtes vous demandé pourquoi nos représentant élus ne nous défendent pas ?

Finalement, à la réflexion, nous pouvons constater que les états agissent de plus en plus vite sous prétexte de nous protéger des faillites bancaires. La crise récente de 2008 (qui continue et s'accroît) a bien illustré les propos précédents.

Les états se sont endettés plus que jamais pour réinjecter des liquidités dans le système.

Bien sûr cela ne fait que retarder l'échéance et alourdir la dette de chaque citoyen ; imposer l'austérité qui s'accompagne souvent de sécurité pour faire respecter les lois et cadrer les émeutes.

Nous devons travailler de plus en plus pour rembourser des emprunts que nous n'avons pas contracté – d'où un esclavage moderne.

Les gouvernements ne veulent pas régler le problème, ou ne peuvent plus ! Il suffit simplement que l'état décide de revenir au système d'avant 1973 et la dette publique peut être résolue en 15 ans (cf calcul effectué dans « la dette publique » – édition Yves Michel). Mais il faut d'abord sortir de l'Europe, de l'OMC et autres organisations internationales (Traités internationaux).

En fait, j'ai longtemps cru que des structures privées étaient en train d'acheter le monde, la rédaction de ce mémoire m'a permis d'en trouver la preuve.

E) Le rêve libéral :

Ce rêve est un monde privatisé où seule règne la « main invisible du marché » (Adam Smith).

Le rêve libéral est un monde où l'Etat est réduit à une seule mission de maintien de l'ordre : gardez la sécurité, et nous, marchands, nous chargeons du reste.

Les Néo libéraux ont bien compris l'intérêt de ce rêve.

L'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) a fait signer à un grand nombre de pays l'AGCS (Accord Général pour le Commerce des Services) (voir l'annexe 1). L'idée dominante, derrière cet accord, est d'obtenir la libéralisation progressive des services publics. Tous les domaines sont visés, et en particulier ceux qui pour le moment relèvent de l'Etat, comme la santé et l'éducation. Il n'y a pas de calendrier, mais les pays signataires sont engagés à présenter tous les ans des projets de libéralisation.

Nous comprenons tout maintenant, il n'y a plus contradiction. Rembourser la dette, sans rétablir au préalable le pouvoir de création monétaire aux Etats, c'est nécessairement amputer les ressources publiques, ce qui implique de transférer sur le privé, petit à petit tous les services, faute de pouvoir les financer.

Nous subissons un matraquage de cerveau sur la dette, ce qui implique que nous ne pouvons que comprendre les cessions d'actifs de l'Etat, sinon c'est la fiscalisation qui s'envole.

C'est ce qui se passe à petite dose, histoire de ne pas trop nous alerter, et prouvant le fait que tout est maîtrisé (La Poste, EDF, France Telecom, ...).

L'ESCLAVAGE MODERNE VA S'ACCELERER, LA SECURISATION DES ETATS EGALEMENT !!!!

Que pouvons-nous faire ???

Méditons sur cette phrase de Bill Bonner, auteur éditeur et billettiste spécialisé en économie et finance :

« Toute l'économie dépend du consommateur, s'il cesse de dépenser de l'argent qu'il n'a pas pour des choses dont-il n'a pas besoin, nous courrons à notre perte ».

L'ETAT c'est nous. Nous avons le pouvoir, Chacun d'entre nous peut faire changer les choses. Des exemples sont déjà en marche...

Troisième partie : Ensemble et dans la paix, nous pouvons faire changer les choses.

Ce système monétaire est inadapté à un développement durable de nos sociétés. Aussi longtemps que l'argent sera créé sous forme de dettes **avec intérêts**, nous irons vers un système d'économie de croissance exponentiel. Nous en subissons hélas les méfaits.

Dans ce mémoire, je ne souhaite pas aborder la proposition d'un nouveau système monétaire. Je n'ai pas encore, à ce jour, les éléments de réflexion nécessaires pour une proposition personnelle. Par contre, je vous encourage à vous intéresser à ce qui est proposé sur le net et dans les documents que j'ai utilisé pour cette rédaction (cf. documents utilisés).

Je souhaite simplement attirer votre attention sur la gestion des conséquences du système en place. La crise financière de 2008 a maintenant évolué en crise de la dette. La perte de confiance en ce système commence petit à petit à s'installer. Nous sommes au début de la spirale de la déflation.

Nous devons mettre en place, dès à présent, des solutions pour répondre aux troubles qui risquent de découler d'une forte période de récession économique.

Chacun maintenant, au fond de soi, sait que la situation s'aggrave : famine, pauvreté, crise environnementale, crise économique... Il ne faut pas être pessimiste ! **Il faut regarder la réalité en face et agir !!!**

Enfin, il me semble important dans une dernière partie de vous présenter succinctement la cohérence de ce mémoire avec la formation en agriculture biologique et filière.

A) Des idées pour l'avenir :

Je ne souhaite en aucun cas prétendre que mes idées sont à appliquer à la lettre. Je n'ai aucune idée de l'avenir et ne suis pas devin. Ce sont simplement des axes de réflexion que je propose.

Essayer d'intégrer ou de créer un système de monnaie alternative :

La conséquence première de la déflation est la diminution de la masse monétaire. L'argent se fait rare, les salaires et les prix chutent. Les personnes n'ont plus confiance entre elles et les échanges deviennent difficiles. Ceux qui sont endettés auront beaucoup de difficultés à trouver l'argent pour rembourser des échéances fixes, contractées lors de salaires plus élevés.

Pensez à cela : la conséquence d'une crise économique, est la forte réduction des échanges, plus personne ne vend rien car le système monétaire s'est effondré (voir l'annexe 2 comme illustration : crise économique, ce qui s'est passé en 1929).

Nous n'avons simplement plus l'outil qui nous sert à échanger.

En multipliant les systèmes de monnaies alternatives, les individus intégrés à ce système qu'ils ont pris habitude d'utiliser vont pouvoir amortir les conséquences d'une déflation. Sans compter, et c'est ce qui sera important, le fait qu'ils pourront agrandir le cercle des utilisateurs.

De cette manière, le maraîcher pourra toujours vendre ses légumes au boulanger, qui pourra toujours s'approvisionner chez le céréalier. Plus il y aura de personnes plus le système sera efficace.

- **En annexe 2 : Des monnaies locales défient l'euro et le dollar.** Je vous renvoi à cet article du Figaro (oui je sais, c'est volontaire !). Qui en dira plus que moi.

A la fin de l'annexe, il est bien précisé que les monnaies alternatives sont tolérées, mais ne peuvent en aucun représenter un paiement en cas de litige, c'est le cours légal qui prévaut... Vous pensez bien !

Ceci m'amène à un deuxième axe de réflexion.

Eviter tout endettement et toute charge fixe exigeant exclusivement un paiement avec le cours légal.

Plus facile à dire qu'à faire, car en faisant le tour, nous pourrons vite constater notre perte d'autonomie.

- Energie (Electricité, gaz, tous ce qui est issu du pétrole, ...). Comme pour la monnaie, il faut s'intéresser aux énergies alternatives et autonomes.
- L'eau, réfléchir au stockage de l'eau, à son traitement.
- L'éducation, la santé, les taxes, les transports, la communication.
- Chaque métiers de production de produits indispensable, doit réfléchir à son circuit d'approvisionnement et à tendre vers plus d'autonomie.
- Cela m'amène bien sûr à l'agriculture où le retour à l'autonomie est, plus que jamais, urgent. Je pense qu'il faut absolument participer d'une façon ou d'une autre à la sauvegarde de la biodiversité et de la production de semences non hybride de variétés anciennes. Semencier est un métier difficile, alors pour y arriver il faut essayer de constituer des réseaux de plusieurs jardiniers ou maraîchers. Ainsi, par une multitude de petit conservatoire, nous pouvons nous concentrer sur quelques variétés seulement chacun.
- Et enfin, pour une bonne partie de la population, l'alimentation.

Ce dernier point m'amène à la troisième proposition

Participer activement à favoriser un retour de la population à la terre et au renforcement des liens sociaux :

Ce n'est pas avec notre colère et nos théories que nous pourrions transmettre des messages et des valeurs qui nous semblent éthiques (merci Matthias !). Mais en étant soi-même et en agissant dans le sens qui nous semble naturel. On ne peut pas dire faite ceci ou cela sans rien faire. Il faut montrer aux gens qu'une autre vie est possible. Ma sensibilité pour la paysannerie réduit ma vision de ce qui est possible, mais la sensibilité de chaque individu peut s'exprimer dans d'autres secteurs (santé, éducation, ...).

Ceci est important pour amortir le risque de famine qui pourrait dégénérer en émeute puis se traduire par une mainmise de la production alimentaire par les grands groupes se positionnant en sauveur.

Les AMAP sont une vraie opportunité, il y en a déjà plus de 1200 en France (CF Annexe 3). Outre le fait que les citadins ont un lien privilégié avec le producteur, les associations les plus ingénieuses pourront continuer les échanges (une monnaie locale peut facilement se créer car le groupe travaille déjà en confiance avec le producteur, reste à rentrer en confiance entre eux).

Ne surtout pas se renfermer, voulant protéger son espace et craignant des pillages.

Le nombre fait la force :

Je crois que le mieux (comme l'a bien illustré Jean Yves Fromonot.), est de se placer juste à la frontière de la pensée unique (border line), ce qui revient à appliquer ce qui est dit plus haut. Ceux qui ont la chance de pouvoir se créer des lieux de vie doivent les ouvrir à un maximum de personne pour partager son expérience. Il faut également aller à la rencontre des autres pour communiquer l'avantage de plus d'autonomie, de mieux s'alimenter et encourager l'apprentissage des techniques culturelles bio.

Cela peut bien sûr s'allier avec une activité économique, comme le marché pour se faire connaître. Ouvrir son lieu pour des formations, des stages. Créer une ferme pédagogique et un lieu agréable à visiter, faire de l'insertion, du woofing, chacun peut faire selon ses attirances. Ne restez pas seul. Si vous avez trop de terre à cultiver, ou un terrain non utilisé, vous pouvez le confier à d'autres personnes qui ont envie de cultiver.

Ce lieu peut-être un lieu de refuge pour ceux qui ont su tisser un lien étroit, il sera alors nécessaire de partager et peut-être que les voisins seront convaincus de partager également. Cela me semble tellement utopiste actuellement !

Etre attentif à une indexation monétaire sur une ressource rare telle que l'or :

Un retour irrémédiable à une indexation sur l'or sera proposé lorsque le moment sera venu de rassurer les marchés. Ne nous laissons pas avoir. Il faut absolument que les systèmes de monnaies alternatives connaissent un succès. Si ce n'est pas le cas, alors rien ne changera. L'or est détenu par ceux qui contrôlent ce système, le cycle pourra recommencer. Enfin, si la planète le permet.

B) Mon projet :

Pourquoi un mémoire sur l'argent dette à la formation Agriculture Biologique et Filière de la Ferme Sainte Marthe ?

Et bien, je crois que l'on peut trouver les éléments de réponse ci-dessus. En effet, j'ai pour projet d'appliquer les axes de réflexion indiqués à la partie précédente.

Pour ma part c'est l'agriculture car j'ai la Paysannerie dans les veines et une envie de liberté, donc d'au moins maîtriser mon alimentation. Chacun a sa sensibilité et peut contribuer à sa manière à une reprise de contrôle de son destin.

CONCLUSION :

Lors de mes recherches, j'ai trouvé cette citation d'Henri Ford (1863 – 1947) Fondateur de la Ford Motor Cie, « *Il est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* »

A plusieurs reprises, lorsque je suis pessimiste, je pense à cette phrase et je me dis. Que, en 2012, nous avons tellement subi de mensonge et d'acte de manipulation, que l'homme depuis si longtemps déconnecté de son état naturel, ne se révolterai même plus résigné à bientôt payer l'air qu'il va respirer.

Toutefois, toutes ces rencontres que j'ai côtoyé ces derniers temps me font penser que tout est possible. Nous pouvons tous faire un petit quelque chose pourvu que l'on soit ouvert aux autres.

Remerciements :

Je remercie tous les membres et les formateurs de la Ferme de Sainte Marthe, merci pour votre combat, pour avoir créé cette formation qui contribue à renforcer des liens sociaux et à créer des réseaux alternatifs.

Merci à vous tous collègues stagiaires, merci pour ce que vous êtes. Vous avoir rencontré me permet de croire que tout est possible. Je sais que chacun de vous allez agir dans vos lieux de vie.

Merci Marion d'avoir supporté mon absence durant ce stage, et ce moment d'écriture où je te laisse encore seule alors que je suis présent.

Remarque sur le mémoire :

Comme vous pouvez vous en douter, je n'ai rien inventé. Je me suis donc appuyé sur plusieurs documents pour essayer de vous expliquer quelque chose de complexe le plus simplement possible. J'ai donc été forcément influencé par leur travail pédagogique pour rendre les choses accessibles (certains exemples ou certaines phrases sont identiques). Je vous encourage à les parcourir car ils sont forcément plus complets.

Documents utilisés :

« La monnaie et ses mécanismes », Dominique Plihon, éditions La découverte 2000 : C'est un professeur d'économie à l'université Paris Nord où il dirige le DESS « Banque, Finance, Gestion des Risque », après avoir occupé les fonctions d'économiste à la BdF et au commissariat général du plan.

« La dette publique une affaire rentable – à qui profite le système », André Jacques Holbecq et Philippe Derudder, éditions Yves Michel.

L'argent dette 1 et 2 de Paul Grignon. Ce sont des documentaires animations très bien fait et très pédagogiques pour comprendre le système monétaire et ses conséquences. Je m'en suis beaucoup inspiré pour la première partie de ce mémoire. Vous pouvez le voir sur You Tube (écrire argent dette Paul Grignon).

Différents Documentaires : Let's Make Money – We feed the world – Solution locales pour un désordre global.

Enfin, les accords de Bâle que vous pouvez consulter sur internet. Je vous préviens c'est assez difficile à lire. Serait-ce volontaire ?

Annexe 1

L'Accord Général sur le Commerce des Services (A.G.C.S.)

L'[A.G.C.S.](#) est un accord international qui met en place des règles générales de libéralisation du commerce des services. Qu'entend-on par libéralisation ? La suppression des lois qui limitent le commerce. Une première partie de l'[A.G.C.S.](#), nommée **accord cadre**, a été conclue à la création de l'Organisation Mondiale du Commerce ([O.M.C.](#)) en 1994. Elle contient les règles générales de libéralisation qui sont applicables à tout domaine de service de l'[A.G.C.S.](#) L'[O.M.C.](#) organise des négociations régulières pour intégrer des domaines de services sous la coupe de l'accord cadre. Chaque nouvelle entrée de services est négociée par les pays membres de l'[O.M.C.](#). Dans les termes de l'[A.G.C.S.](#), ce sont les **engagements**¹. La liste des engagements pris à chaque période (ou **round** en anglais) des négociations constitue la deuxième partie de l'[A.G.C.S.](#). Chaque round se termine par une réunion de l'[O.M.C.](#) : en 1999 ce fût la réunion de Seattle aux U.S.A., en 2001 celle de Doha au Qatar, en 2003 celle de Cancun au Mexique. En résumé, les règles générales de libéralisation sont fixées dans l'accord cadre, tandis que la liste des engagements, qui comme nous le verrons CI-DESSOUS ne peut que s'accroître, est en cours de négociation. Comme l'[O.M.C.](#) est un organisme international, ses règles priment sur les lois nationales.

Ce document donne des informations sur les règles de l'accord cadre de l'[A.G.C.S.](#) et ses implications. Tout d'abord, il liste les secteurs concernés et présente l'objectif de libéralisation l'[A.G.C.S.](#), il explique ensuite les règles qui visent à interdire les subventions aux services et la notion de traitement national. Dans une seconde partie, des réflexions essaient de dégager un sens à l'[A.G.C.S.](#) et de prévoir ces conséquences. Une dernière partie est un appel à la suspension des négociations de l'[A.G.C.S.](#) et la mise en place d'un débat démocratique.

Quels secteurs de services sont couverts par l'[A.G.C.S.](#) ?

Les services concernés par l'[A.G.C.S.](#) sont classés en 12 secteurs :

- les services aux affaires
- les communications,
- la construction et l'ingénierie,
- la distribution,
- l'éducation,
- l'environnement,
- les finances,
- le tourisme,
- les loisirs, la culture et le sport,
- les transports,
- la santé et les services sociaux,
- divers.

Pour être plus concret cette liste comprend par exemple la poste, les télécommunications, les transports, les enseignements du primaire au supérieur, et bien d'autres secteurs encore.

L'article I, 3, b de l'accord cadre indique que "tous les services dans tous les secteurs" sont concernés sauf quelques exceptions qui sont la police, les impôts, l'armée². Les services qui sont "fournis sur une base commerciale" ou "en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de service" rentrent dans le cadre de l'[A.G.C.S.](#) "Sur une base commerciale" veut dire pour lesquels l'utilisateur paie. "Avec un ou plusieurs fournisseurs de service" signifie que plusieurs fournisseurs proposent un même service. Ceci comprend donc les services de l'éducation, de la santé, de l'information, etc, puisqu'un usager peut par exemple s'adresser à un hôpital public ou à une clinique privée pour se faire soigner et qu'il paye pour ce service.

Remarque : L'article I, 3 indique qu'il s'applique à tous les services "à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental", donc a priori les services publics. Cependant, il est écrit que cette exemption n'est pas valable si les services sont payants ou font l'objet de concurrence.

Objectif de l'[A.G.C.S.](#) : la libéralisation progressive.

Les négociations qui complètent la liste des engagements ont pour objectif la "libéralisation progressive" du commerce de tous les services cités plus-haut, où progressive ne veut pas dire lente, mais par négociations successives (Article XIX). Cette libéralisation ouvre l'accès au marché d'un service engagé à tout fournisseur. En termes communs, si un pays a engagé ce service dans l'[A.G.C.S.](#), toute entreprise peut s'installer sur son sol pour fournir ce service. Les engagements s'accompagnent de **discipline**, c.a.d. de mesures, pour contraindre les états à respecter leurs engagements. Si l'état ne s'y conforme pas, il peut pour cela être attaqué par un autre état devant le tribunal de l'[O.M.C.](#) qui s'appelle l'Organe de Règlement des Différents ([O.R.D.](#)). Par exemple, les États-Unis et le Canada ont porté plainte contre l'Union Européenne (U.E.) pour son refus d'importer du boeuf aux hormones et cette dernière a été condamnée par l'[O.R.D.](#)

L'article VI de l'[A.G.C.S.](#) est consacré aux législations nationales. Il dit que les lois et règlements nationaux ne doivent pas constituer "des obstacles non nécessaires au commerce" ; par exemple que les exigences de diplôme ou les normes techniques ne doivent pas être des restrictions "plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la qualité du service".

En cas de litige, l'[O.R.D.](#) tranche. Pour revenir à l'exemple du boeuf aux hormones, le tribunal a jugé que l'Europe ne pouvait pas justifier son refus d'importer par le principe de précaution tant qu'elle n'apporte la preuve de la nocivité du produit, et il a condamné l'U.E.

Règles pour les domaines de services engagés.

Les trois articles XV, XVI et XVII donnent les règles qui s'appliquent aux domaines de services engagés par un état. L'article XV traite de la notion de subvention qu'un état donne à des services, l'article XVI réglemente l'accès au marché par les fournisseurs, l'article XVII institue le "Traitement National".

L'article XV précise qu'une subvention est "une contribution financière des pouvoirs publics" ou une "forme quelconque de soutien des revenus ou des prix ...si un avantage est ainsi conféré." La notion de pouvoirs publics comprend toute administration aussi bien nationale que locale. Si une mairie alloue une partie de son budget pour l'entretien des écoles primaires, il s'agit d'une subvention à l'Éducation Nationale. Si l'état verse une quote-part à la S.N.C.F. pour favoriser le transport par train, cela est considéré comme une subvention³.

Les subventions sont considérées comme des entraves à la libre concurrence (par "libre", on entend non réglementée). Ainsi, l'article XV donne le droit à un état d'attaquer devant l'[O.R.D.](#) un autre état qui subventionne les fournisseurs de service nationaux.

L'article XVI indique qu'un état qui a engagé un service doit en ouvrir le marché sur tout son territoire à tous les fournisseurs de services quelle que soit leur origine. Dans la conception de l'[O.M.C.](#), un engagement s'accompagne de levée des restrictions nationales qui s'applique au service engagé. Les disciplines évoquées auparavant sont là pour obliger les états membres à supprimer ses limitations qu'elle que soit leur objet. Elles concernent par exemple le nombre de fournisseurs, le montant des services, les conditions de travail, le nombre de personnes employées, ou bien encore les diplômes requis.

L'article XVII oblige un état à appliquer le même traitement à tout fournisseur, qu'il soit public ou privé. Le traitement comprend les subventions ou toutes autres mesures. Un état qui engage les services d'éducation et qui verse une subvention à son système d'éducation nationale, doit verser la même somme à un fournisseur étranger privé qui s'installe sur son sol.

Grâce à ces articles, un engagement pris dans l'[A.G.C.S.](#) entraîne des modifications de la législation nationale.

Négociation des engagements.

Les ajouts de services à la liste des services engagés par chaque pays sont négociés entre deux états ou par groupe d'états. Un service une fois engagé ne peut plus faire l'objet de limitations à cause de l'article XVI. Un membre peut retirer un service, mais il doit pour cela offrir une compensation. Cette compensation consiste en l'ouverture à la concurrence (c.a.d. en l'engagement) d'un autre service. Ainsi, si on veut enlever un service, il faut en ajouter un

autre. Donc, la liste des services engagés dans l'[A.G.C.S.](#) va toujours en s'accroissant. L'[A.G.C.S.](#) ne prévoit pas de termes aux séries de négociations qui allongent cette liste.

L'[A.G.C.S.](#) promeut aussi l'application des règlements négociés pour un secteur à un autre secteur. Ce transfert de règlement, qui s'effectue sans nouvelles négociations sur l'autre secteur, est appelé **approche horizontale**. Son but est d'éviter les négociations secteur par secteur. Elle pourrait même s'appliquer à des secteurs non encore engagés.

Où nous mène l'[A.G.C.S.](#) ?

Après avoir exposé dans les sections précédentes le contenu de l'[A.G.C.S.](#) de manière aussi objective que possible, j'en propose ici une analyse personnelle.

Comme nous l'avons vu, l'[A.G.C.S.](#) vise la libéralisation du commerce des services par des négociations successives. Comme il ne prévoit pas de terme à ces négociations et que la liste des services engagés ne va qu'en s'allongeant, l'[A.G.C.S.](#) aboutira peu ou prou à une libéralisation totale de tous les services concernés. L'[A.G.C.S.](#) est quasiment universel tant les secteurs de services concernés sont larges et couvrent presque la totalité de services de nos sociétés. L'[A.G.C.S.](#) va donc contribuer, avec les autres accords conclus à l'[O.M.C.](#), à soumettre nos sociétés aux seuls objectifs de libre-concurrence, de libéralisation du commerce et de l'investissement. Ce sont les seuls objectifs de l'[A.G.C.S.](#) et semble-t-il de l'[O.M.C.](#) en général (qui est une institution mise volontairement en dehors du cadre de l'O.N.U.). En effet, l'[A.G.C.S.](#) contraint les états à supprimer les lois considérées comme "plus contraignantes que nécessaires" pour les entreprises de services, ou à ne pas en promulguer de nouvelles. Or il peut être de l'intérêt d'une société de décider démocratiquement de limiter tel ou tel service pour diminuer la pollution ou améliorer la santé publique, ou encore de subventionner par exemple l'éducation pour favoriser l'insertion sociale. Les buts de l'[A.G.C.S.](#) rentrent clairement en contradiction avec les autres objectifs de nos sociétés tels que la liberté des personnes, l'éducation, la santé publique, le développement durable, l'éradication de la pauvreté, la démocratie, etc. Ceci est humainement et moralement inacceptable car le commerce n'est pas une fin en soi.

Par son universalité, l'[A.G.C.S.](#) limite énormément la capacité d'un état (ou un groupe d'états tel que l'U.E.) de mener une politique pour aller vers des objectifs autres que la facilitation du commerce des services. En particulier, l'[A.G.C.S.](#) ne prend pas en compte la particularité des services publics qui sont depuis leur origine un moyen d'atteindre des objectifs d'égalité par exemple dans l'accès à l'éducation ou aux transports. Puisqu'un état, aussi riche qu'il soit, n'aura jamais les moyens de donner une subvention conséquente à tous les fournisseurs de services installés sur son sol, les articles XV, XVI et XVII interdisent de fait les subventions. L'[O.M.C.](#) se donne ainsi les moyens de faire disparaître les services publics.

Pourquoi est-ce un des objectifs de l'[O.M.C.](#)? Un service assuré par un service public est une activité dans laquelle aucune entreprise ne fait des profits. Or les services majoritairement publics tels que l'éducation et la santé représentent des marchés potentiels énormes (mondialement, de l'ordre de 2000 et 3000 milliards de dollars chacun). Avec l'élimination des services publics les besoins ne disparaîtront pas et ces services seront privatisés. Ce seront donc des nouveaux marchés pour les entreprises.

Si j'écris ce texte, c'est parce que celui de l'[A.G.C.S.](#) n'est pas aussi facile à lire qu'une bande dessinée. Comme on s'en aperçoit dans les citations entre guillemets de la première partie, ce texte est rempli d'ambiguïtés, voire de contradictions (cf. la remarque à la fin de la section [1](#) sur les services couverts par l'[A.G.C.S.](#)). La question importante devient : qui va interpréter ces textes lorsqu'il faudra les appliquer ? C'est l'[O.R.D.](#), le tribunal de l'[O.M.C.](#), qui tranche. L'[O.M.C.](#) est donc juge et partie. On se demande alors quelle est sa légitimité démocratique et pourquoi est-elle en dehors de l'O.N.U.⁴ ce qui l'obligerait à respecter entre autres les Droits de l'Homme ? On s'interroge aussi sur l'indépendance de l'[O.R.D.](#) vis à vis des gens rédigeant l'[A.G.C.S.](#), sur sa composition et sa représentativité démocratique. Pour prévoir le comportement de l'[O.R.D.](#) et donc les conséquences pratiques de l'[A.G.C.S.](#), on peut examiner les décisions de l'[O.R.D.](#) dans le passé. J'ai déjà donné l'exemple de la décision concernant l'importation du boeuf aux hormones. Parmi les 11 jugements rendus par l'[O.R.D.](#), 10 stipulent que les règles nationales étaient trop restrictives pour le commerce⁵.

Pour un débat démocratique et public sur [l'A.G.C.S.](#)

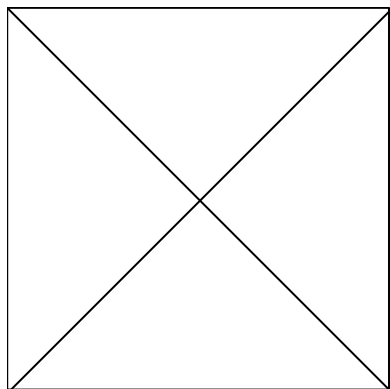
Au fur et à mesure que les services seront engagés dans l'[A.G.C.S.](#), les conséquences de cet accord vont profondément changer notre vie en pratique et le fonctionnement de nos sociétés en général. On peut se demander si n'est pas contraire à l'[A.G.C.S.](#), d'écrire "Liberté, égalité, fraternité" sur les frontons de nos mairies. Or à l'heure actuelle en France, en Europe, il n'y a pas de débat démocratique sur l'[A.G.C.S.](#). Nous n'en entendons presque jamais parler, ou alors de manière confidentielle, et ce bien que ses conséquences soient importantes et nous concernent tous. Je lance donc un appel pour :

1. provoquer un débat démocratique sur l'[A.G.C.S.](#) qui aboutira à une décision claire sur la participation de la France ou de l'U.E. à cet accord,
2. suspendre les négociations de l'[A.G.C.S.](#) tant que cette décision n'aura pas été prise,
3. exiger un bilan indépendant de l'action de l'[O.M.C.](#), qui bien que prévu à sa création, n'a jamais eu lieu.

Pour y arriver, à nous tous de faire circuler ce texte, de le distribuer à vos connaissances, d'interpeller vos élus locaux, nationaux, européens, pour qu'ils agissent dans ce sens. Vous pouvez afficher dans vos lieux d'activité, sur votre voiture, sur vos murs, des affichettes disponibles à l'adresse internet ci-dessous et qui montrent un panneau d'interdiction de l'[A.G.C.S.](#) pour informer vos concitoyens.

Nous pouvons obtenir ce débat qui est un minimum dans une démocratie. Les décisions sur l'[A.G.C.S.](#) sont l'affaire de tous les citoyens et ne doivent pas être réservées aux experts. Pour montrer que nous pouvons gagner cette bataille, il est bon de rappeler ce qui est arrivé à l'A.M.I.. L'Accord Multilatéral sur l'Investissement, qui est en substance similaire à l'[A.G.C.S.](#), fût négocié en secret au sein de l'O.C.D.E. jusqu'en 1998. Après que des organisations non gouvernementales aient dévoilé le pot aux roses, la France s'est retirée des négociations sous la pression **populaire** et l'A.M.I. fût abandonné.

Ce document est disponible en version électronique sur le site internet à l'adresse <http://agcs.free.fr> ou en nous contactant à l'adresse courriel agcs@free.fr. La reproduction de ce document est autorisée pour toute fin autre que commerciale. Sur toute copie doit apparaître la mention du copyright.
Eric Rivals, © 2003 agcs@free.fr



ANNEXE 2

[ÉCONOMIE](#) » [ACTU-ECO](#) » [Taux et devises](#) [S'abonner au Figaro.fr](#)

• Des monnaies locales défient l'euro et le dollar

Mots clés : [Monnaie](#), [Système monétaire](#), [Economie locale](#), [FRANCE](#), [BANQUE DE FRANCE](#)

Par [Isabelle de Foucaud](#) Publié le 27/09/2011 à 15:56 [Réactions](#) (8)



Le village de Filettino, en Italie, a lancé fin août sa propre monnaie, le «Fiorito».

-
-
-

[Recommander](#)²

De nombreuses villes et régions d'Europe battent leur propre monnaie pour revitaliser leur économie locale.

La mondialisation n'a pas bonne presse ces temps-ci. Alors que la crise de la dette a pris le relais de la crise financière de 2008, de nombreuses villes et régions misent sur la relocalisation de l'économie. Elles ont, pour ce faire, décidé de se passer de l'euro en inventant leur propre monnaie. Dernière initiative en date, celle de Fiorino, en Italie, qui bat depuis fin août le «Fiorino».

Cette [petite commune de 598 habitants](#), située dans la province de Frosinone au centre du pays, a déclaré son indépendance afin de protester contre le plan d'austérité du gouvernement qui prévoit la mise en commun des budgets des petites villes de moins de 1000 habitants. La [nouvelle «Principauté»](#) a émis 20.000 billets à l'effigie de son maire et a déjà fixé un taux de change face à l'euro au cas où elle mettrait à exécution sa menace de sécession. Le «Fiorino» vaudrait alors 0,50 euro.

L'idée d'une monnaie alternative à l'euro ou au dollar n'est pas nouvelle. Dès 2003, Prien am Chiemsee, une commune allemande de Bavière, a mis en circulation le [«Chiemgauer»](#). Les billets de 1,2,5, 10, 20 et 50 Chiemgauers ont la même valeur que l'euro et sont utilisables dans un réseau de commerçants et d'entreprises qui ont rejoint le projet. Aujourd'hui, ils sont 617 adhérents. Le phénomène a pris une telle ampleur en Allemagne qu'il existe une soixantaine de monnaies locales.

Développement «solidaire»

Ces monnaies alternatives ont également débarqué en France. A l'initiative de l'association Agir pour le vivant, [l'Abeille](#) a fait son apparition dans les porte-monnaies des habitants de Villeneuve-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne, en janvier 2010. A Toulouse, le [Sol-Violette](#) se veut une «monnaie éthique», dont le but est de promouvoir un «développement économique solidaire». Enfin, l'Ardèche du Sud s'est dotée de sa monnaie, la [Luciole](#), au printemps 2011 afin d'«ouvrir la voie à une économie plus respectueuse de l'être humain et de son environnement».

Des relents «solidaires» que l'on retrouve partout en Europe, à l'heure où la [crise de la dette se propage](#). En Belgique, dans la région du Hainaut, la ville de Mons a ainsi lancé [le Ropi](#), pour «relocaliser l'économie, préparer l'après-croissance, et remettre le citoyen au cœur des débats et prises de décisions, notamment sur la finance et les questions monétaires». Ces préoccupations dépassent largement les frontières européennes. Aux États-Unis, dans la région du Berkshire (Massachusetts), des associations ont créé en 2006 un système monétaire parallèle, qui repose sur les [BerkShares](#). Aujourd'hui, plus de 400 entreprises acceptent cette monnaie, et plus de 2,7 millions de BerkShares sont en circulation, échangeables à 1 dollar contre 0,95 BerkShares.

Circuit fermé

Face à la popularité de ces monnaies alternatives, l'euro et le dollar ont-ils du souci à se faire? Dans [un rapport](#) publié en 2007, la Deutsche Bundesbank, la Banque centrale allemande, se demandait déjà si celles-ci pourraient concurrencer l'euro. Selon l'institution, les monnaies locales en circulation en Allemagne pesaient alors l'équivalent de 200.000 euros et leur impact sur l'économie du pays était «négligeable». Aujourd'hui, elles représentent 900.000 euros.

La Banque de France, de son côté, rappelle que le cours légal, tel que défini dans [le Code monétaire et financier](#), est le principe fondamental de tout moyen de paiement. «Les commerçants sont dans l'obligation d'accepter les billets et pièces dotés de ce cours légal.» A l'inverse, la mise en circulation d'une monnaie parallèle n'est pas interdite, mais elle doit se faire dans le cadre d'une entente entre les différents utilisateurs. «Cette monnaie n'est toutefois pas échangeable et circule en circuit fermé», précise l'institution. Malgré l'effet boule de neige, l'euro n'a sans doute rien à craindre de la part de monnaies locales vouées à rester confidentielles.

LIRE AUSSI :

[» Toulouse expérimente une monnaie «solidaire»](#)



Par [Isabelle de Foucaud](#)
Journaliste,

Annexe 3

Qu'est-ce qu'une AMAP

Le fonctionnement

Une AMAP naît en général de la rencontre d'un groupe de consommateurs et d'un producteur prêts à entrer dans la démarche. Ils établissent entre eux un contrat pour une (on distingue en général 2 saisons de production : printemps / été et automne / hiver), selon les modalités suivantes :

Ensemble, ils définissent la diversité et la quantité de denrées à produire pour la saison. Ces denrées peuvent être aussi bien des **fruits**, des **légumes**, des **oeufs**, du **fromage**, de la **viande**...

La diversité est très importante car elle permet aux partenaires de l'AMAP de consommer une grande variété d'aliments, d'étendre la durée de la saison, et de limiter les risques dus aux aléas climatiques et aux éventuels problèmes sanitaires.

Pendant la saison, et ce de manière périodique (ex. une fois par semaine), le producteur met les produits frais (ex. les fruits et légumes sont récoltés le matin même de la distribution) à disposition des partenaires, ce qui constitue leur **panier**. Le contenu de ce dernier dépend des produits arrivés à maturité. Il est possible, dans une certaine mesure, d'échanger les produits entre eux selon ses préférences.

Contrairement à la grande distribution, les consommateurs en AMAP accordent moins d'importance à la standardisation des aliments ; **tout ce qui est produit est consommé** (alors que dans l'autre cas, ce peut être jusqu'à 60 % de la récolte qui reste au champ). Ce principe est d'une part très valorisant pour le producteur, et d'autre part il permet de diminuer le prix des denrées en reportant les coûts sur la totalité de la production.

Le groupe de consommateurs et l'agriculteur se mettent également d'accord sur les méthodes agronomiques à employer. Ces dernières s'inspirent de la [charte de l'agriculture paysanne](#) et du cahier des charges de l'**agriculture biologique** (les producteurs possèdent souvent le logo *AB*). En effet, les participants à l'AMAP recherchent des aliments sains, produits dans le respect de l'Homme, de la biodiversité et du rythme de la Nature.

Les AMAP participent ainsi à la **lutte contre les pollutions et les risques de l'agriculture industrielle et favorise une gestion responsable et partagée des biens communs**.

Derniers points de discussion préparatoire au lancement de l'AMAP : le prix du panier, le lieu et l'heure de la distribution périodique.

Le prix du panier est fixé de manière **équitable** : il permet au producteur de couvrir ses frais de production et de dégager un revenu décent, tout en étant abordable par le consommateur.

Il est en général proche de celui d'un panier composé de la même manière en grande surface, tout en ayant une qualité nutritionnelle et gustative supérieure (dégagé du souci de rendement et de vente, le producteur recherche la satisfaction des consommateurs en privilégiant les variétés végétales -ou races animales- de terroir ou anciennes reconnues pour leur qualité gustative).

Un tel prix est rendu possible du fait de l'absence de gâchis au niveau des produits, de l'absence d'intermédiaires entre le producteur et les consommateurs, et d'un emballage minimum voir absent. Afin de permettre la participation de tous à l'AMAP, et notamment des **consommateurs à faible revenu**, différentes possibilités de règlement existent, par exemple la mensualisation des encaissements des chèques ou la réduction du prix du panier en échange d'une aide à la distribution. En achetant leur part de production à l'avance, les consommateurs garantissent un revenu au paysan. L'AMAP participe ainsi au maintien d'une **agriculture de proximité** et à la **gestion de la pression foncière**.

Quant au **lieu de distribution**, il peut s'agir soit de la ferme elle-même si les partenaires de l'AMAP vivent dans un périmètre proche de celle-ci, soit d'un point de chute situé en ville (maisons de quartier, magasin d'alimentation spécialisée, cour d'immeuble,...).

L'**horaire**, enfin, est fixé de manière à convenir au plus grand nombre. **Afin de permettre au producteur de se concentrer au mieux sur la qualité de son travail, un comité de bénévoles est formé parmi les consommateurs partenaires de l'AMAP. Il comprend en général un coordinateur, un trésorier, un responsable de la communication interne, un responsable animation et un coordinateur bénévole.**

Les membres du comité sont renouvelables à chaque saison de production.

De par ce partenariat de proximité entre producteur et consommateurs, les AMAP favorisent le *dialogue social entre ville et campagne*, facilitent la *coexistence entre les loisirs de plein air et les activités productives*, et l'*usage multiple des espaces agricoles*.

Les engagements des consommateurs

En adhérant à une AMAP, le consommateur prend les responsabilités suivantes :

- S'engager en payant sa part de la récolte à l'avance, en comprenant que cela inclut le partage des risques et des bénéfices avec la ferme, pour la saison à venir.
- Venir chercher son panier au jour et à l'heure dits. Prévenir s'il ne peut prendre son panier (retard, vacances, etc.) et convenir d'un arrangement selon les possibilités qui ont été définies au début de la saison.
- Communiquer en toute franchise et liberté ses bonnes remarques, ses questions ou ses insatisfactions directement auprès de son producteur et du coordinateur, pour qu'ils puissent examiner ensemble si des explications ou des améliorations sont possibles.
- Partager ses idées et ses initiatives avec la ferme et les autres partenaires afin d'améliorer le fonctionnement du projet.

Les engagements des producteurs

En devenant partenaire d'une AMAP, le producteur prend les responsabilités suivantes :

- Produire une diversité de légumes et d'autres éléments, si possible, pour composer des paniers variés.
- Livrer les produits au jour et à l'heure dits.
- Aviser ses partenaires en cas de problèmes exceptionnels qui affecteraient la livraison ou toute activité : problème climatique grave, maladie, etc.
- Être ouvert pour expliquer le travail de la ferme à ses partenaires.
- Prendre en compte les remarques et les besoins de ses partenaires. Dans le cas où il ne peut satisfaire à une demande, en expliquer les raisons. Effectuer une évaluation à la fin de la saison.

Les garanties

Un des objectifs d'Alliance étant de promouvoir et pérenniser les AMAP en France, elle souhaite garantir une transparence de la démarche auprès de ses partenaires.

Ainsi, une première [charte des AMAP](#) a été adoptée par [Alliance Provence](#) qui a déposé la marque AMAP. Des modifications y seront apportées au fur et à mesure de l'expérience acquise.

Elle permettra d'identifier clairement les AMAP parmi les autres initiatives contribuant également à la relocalisation de l'économie.

La charte donnera accès aux AMAP signataires aux avantages du réseau qu'Alliance est en train de mettre en place : utilisation du nom AMAP, appui technique à la création et au suivi, coordonnées diffusables sur les outils de communication...

Pourquoi participer : producteurs

Selon une source faisant la synthèse d'études et d'observations réalisées en Amérique de Nord, il ressort que les paysans participent à une CSA pour 2 raisons principales :

- la sécurité financière procurée par l'achat à l'avance des produits par les consommateurs ;
- la valorisation sociale : travailler pour un groupe de personnes que le paysan connaît, et avec qui il peut échanger régulièrement et au delà de l'aspect commercial.

L'avis de Daniel Vuillon, premier producteur en AMAP

Pourquoi participer : consommateurs

Selon des sondages auprès des consommateurs en [CSA](#), il ressort 2 raisons principales pour lesquelles ceux-ci y participent :

santé/bien-être : consommer des produits frais, de saison, bio , diversifiés, retrouver un certain lien avec la nature et les produits d'antan (qu'il estime, de plus, plus savoureux) ;

action citoyenne : soutenir directement un agriculteur local, développer les liens ville-campagne.

La raison économique (produits de qualité à un prix abordable) ne semble pas faire partie des raisons principales.

Une AMAP conviendra donc à un consommateur si ce dernier :

- est conscient des relations entre alimentation et santé ;
- a le souhait de renouer avec la nature (côté éducatif, pour les enfants notamment) ;
- a le sentiment d'appartenir à un groupe et perçoit la ferme comme une seconde maison ;
- peut accepter les contraintes de fonctionnement (engagement sur 6 mois ou 1 an, soir et heure de livraison fixes, produits choisis à l'avance).

Concernant le dernier point, et en particulier le fait de choisir les produits avant la saison mais pas pendant les distributions, plusieurs consommateurs nous ont confiés qu'ils voyaient en fait cela comme un avantage :

ils n'ont plus à réfléchir à leurs achats chaque semaine !

De plus, l'AMAP leurs permet parfois de découvrir agréablement de nouveaux produits.

L'AMAP au regard de la relocalisation de l'économie

Voici les avantages du développement des AMAP pour la société :

- apprécier les bénéfices environnementaux d'une nourriture qui n'a pas parcouru des centaines de kilomètres, avec moins d'emballages, issus d'une agriculture bénéfique pour la biodiversité, protégeant les sols et l'eau, moins polluante et moins énergivore ;
- rendre possible (ou favoriser) le retour des particularités alimentaires locales et régionales ;

- améliorer l'économie locale par une augmentation des emplois (en 2002 pour les 17 AMAP provençales, 12 postes sont passés de saisonnier à permanent afin de pouvoir fournir de produits en quantité et diversité suffisante pour toute l'année), plus de processus locaux, de consommation locale, et circulation de l'argent dans la communauté ;
- bénéficier de l'amélioration des liens sociaux, de la responsabilité sociale, du sens de la communauté et de la confiance.

**Les avantages des AMAP peuvent aussi se regrouper selon les 3 axes :
écologiquement sain, socialement équitable, et économiquement viable.**

Histoire des AMAP en France

La première AMAP de France a été créée en avril 2001 à Aubagne. Les AMAP sont à la croisée de différentes expériences les ayant précédées : les teikei au Japon et les CSA aux Etats-Unis, les jardins de Cocagne en France, des mouvements d'éducation populaire, l'agriculture paysanne et l'agriculture biologique et des militants des circuits courts.

Les AMAP sont à la croisée de plusieurs expériences, et de diverses influences :

1. DES EXPERIENCES ETRANGERES : avec principalement les Teikei au Japon (ce mot signifie « engagement de collaboration ») dans les années 70, et les CSA (Community Support Agriculture) aux Etats-Unis et au Canada dans les années 80.

2. DES EXPERIENCES FRANÇAISES : les [jardins de Cocagne](#) (depuis 1991) sont axés sur l'insertion par l'activité économique et fournissent des paniers de légumes biologiques à des groupes de consommateurs ; de nombreuses initiatives de vente directe se développent depuis près de 20 ans.

3. DES DEMARCHES PORTEES PAR DES ORGANISATIONS AGRICOLES FRANÇAISES : [la charte de l'agriculture paysanne](#) créée en 1990 (Fadear et Confédération Paysanne), l'agriculture biologique ([Nature et progrès](#), [FNAB](#), etc.) les associations de développement rural faisant la promotion de l'agriculture de proximité ([CIVAM](#) etc).

4. Des mouvements d'éducation populaire ([ATTAC](#)), des mouvements de consommateurs qui se mobilisent contre la malbouffe, l'insécurité alimentaire et la grande distribution.

Comment s'est développé le mouvement des AMAP en France ?

[La première AMAP](#) de France a été créée en avril 2001 à Aubagne avec un couple de producteurs d'Ollioules (83), Daniel et Denise Vuillon, et un groupe de consomm'acteurs. Cette initiative fait suite à un café éco-citoyen d'ATTAC Pays d'Aubagne sur le thème de « la malbouffe » en février 2001 où les Vuillon, membres de la Confédération Paysanne 83, ont présenté le concept des AMAP.

En parallèle l'association [Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs](#), réseau des AMAP est créée, en mai 2001. Elle contribue à essaimer et à promouvoir les AMAP en région PACA. L'association

réunie dès le début, des organisations agricoles partenaires ([Confédération Paysanne](#), [Bio de Provence](#) etc), des organisations de consommateurs ([Slow Food](#)) et des consommateurs engagés.

En 2003, Alliance Provence élabore et adopte la charte des AMAP. Cette charte, ainsi que le terme A.M.A.P., sont déposés en Mai 2003 à l'INPI. Depuis 2001, les AMAP ont fleuries dans toute la France et de nombreux réseaux régionaux se sont constitués progressivement : [Alliance Midi-Myrénées](#), Alliance PEC Rhône Alpes, [AMAP Ile de France](#). D'autres réseaux sont portés par les [CIVAM](#) ou les GAB (Groupement d'Agriculture Biologique). Fin 2009, on estime à près de [1200](#), le nombre d'AMAP en France.

En 2009 a eu lieu la première rencontre nationale des AMAP qui a donné naissance au [MIRAMAP](#) (Mouvement Inter-Régional des AMAP).

ANNEXE 2

<http://www.linternaute.com/savoir/economie/dossier/crise-economique-ce-qui-s-est-passe-en-1929/crise-economique-ce-qui-s-est-passe-en-1929.shtml>

Crise économique : ce qui s'est passé en 1929

[Suivante](#)



1929-2009 même combat ? Alors que l'éclatement de la bulle des crédits semble se transformer en crise financière planétaire, le spectre du krach de 1929 plane sur les bourses mondiales. Retour sur ce précédent qui avait ébranlé le monde occidental.

[Aux origines de la crise](#)

[Le jour où tout a basculé](#)

[La contagion bancaire](#)

[La crise généralisée](#)

[Le retour de la pauvreté](#)

[L'économie bloquée](#)

[L'Europe contaminée](#)

[Le "New Deal"](#)

[La fin du chômage ?](#)

[Comment c'est reparti](#)

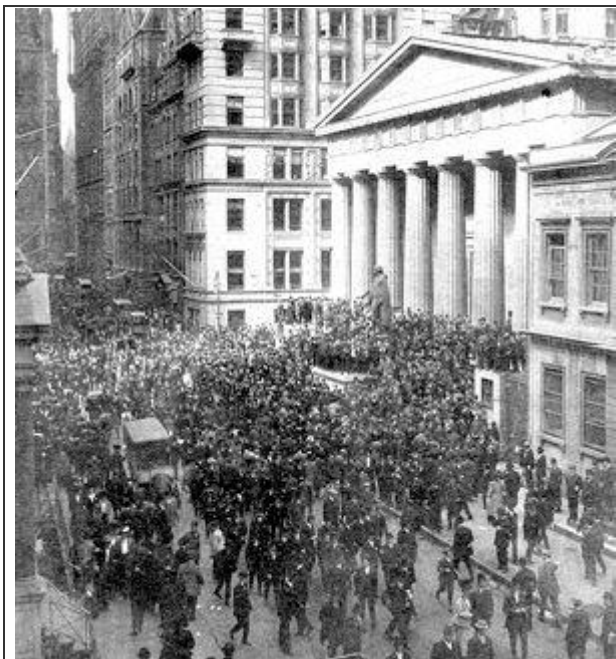
Aux origines de la crise



Un ouvrier dans une centrale électrique en 1924.
© National Archives

1929 : les Etats-Unis viennent de connaître plus de dix années de forte croissance après la victoire de 1918. La production industrielle a bondi de 50 % entre 1921 et 1929. Mais l'économie américaine est parsemée de failles. **La principale est le "crédit d'action" qui permet à la population d'emprunter pour pouvoir investir en bourse.** Dans l'enthousiasme des années 20, ces emprunts se multiplient jusqu'à devenir excessifs. **La croissance des cours de bourses dépasse bientôt celle de la production elle-même.** L'argent est investi en bourse au lieu de se diriger vers l'économie "réelle". Alors que la production industrielle commence à décliner au début de l'année 1929, l'indice Dow Jones (représentant les 30 meilleures entreprises américaines) bat des records au-delà de 380 points.

Le jour où tout a basculé



La bourse de New York, Wall Street, le 24 octobre 1929. © Roger Viollet

Jeudi 24 octobre 1929 : paniqués par le ralentissement industriel, les investisseurs cherchent à se débarrasser de leurs actions avant qu'elles ne perdent trop de leur valeur. 13 millions d'actions sont mises en vente à Wall Street alors qu'il n'existe quasiment aucun acheteur. **A midi, le Dow Jones a déjà perdu près d'un quart de sa valeur.** C'est le "jeudi noir". Des émeutes éclatent à l'extérieur de la bourse de New York. Après l'intervention rassurante des banquiers, la bourse se stabilise. Mais les lundi 28 et mardi 29 octobre (lundi et mardi "noirs"), c'est la rechute. Plus de 25 millions de titres seront cédés à des valeurs historiquement basses. Des milliers de porteurs sont ruinés. **Onze spéculateurs se jettent des gratte-ciels de Manhattan.** Le Dow Jones tombe à 230 points. En quelques jours, 30 milliards de dollars auront été détruits.

La contagion bancaire



Des épargnants inquiets devant la société Chicago Title & Trust en 1929. © Roger Viollet

Il ne faudra que quelques jours, à la fin de l'année 1929, pour que la crise boursière se propage à l'économie "réelle". **Les ménages américains qui avaient emprunté massivement pour investir en bourse ne peuvent plus rembourser leurs crédits.** Pour les banques, cela se traduit rapidement par des pertes "sèches". La quasi-totalité des établissements décide donc de resserrer leur crédit. **Les premiers à en souffrir seront les entrepreneurs qui voient leur trésorerie de plus en plus fragilisée.** Les faillites qui s'en suivent amplifient encore un peu plus la fragilité des banques. Pris dans ce cercle vicieux, **les épargnants américains se ruent sur leur banque pour retirer leur argent.** Mais sur place, les caisses seront bientôt vides. Plusieurs établissements bancaires font finalement faillite à leur tour. Le 30 juin 1931, l'un des plus emblématiques, l'American Union Bank, ferme ses portes.

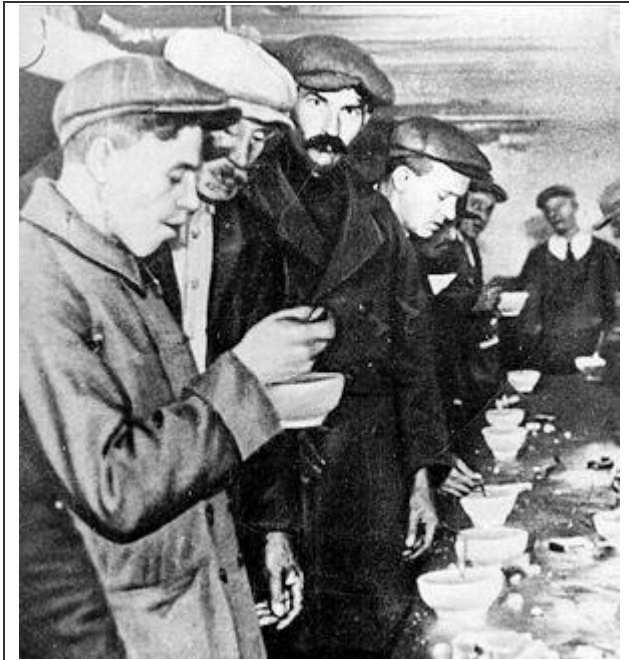
La crise économique



Manifestation ouvrière pour un réajustement des primes de chômage aux Etats-Unis, vers 1930. © Roger Viollet

Après la faillite de plusieurs banques et de nombreuses entreprises, **l'investissement, la production et la consommation poursuivent leur chute tout au long des années 1930 à 1933.** Automobile, bâtiment, distribution... Tous les secteurs de l'économie sont touchés simultanément. La "Grande dépression" a commencé et sa principale conséquence, un chômage massif, met **des millions de ménages américains en difficulté.** Dans les entreprises, le manque de liquidité, l'effondrement des prix et l'accumulation des stocks amène rapidement à des **licenciements massifs.** Tandis que la production chute de moitié entre 1930 et 1932, **le chômage est multiplié par 3 aux Etats-Unis.** Il est passé de 4 millions à 12 millions de demandeurs d'emploi. Sur une plus longue période (1929-1940), on peut parler d'une multiplication par 10 du nombre de chômeurs.

Le retour de la pauvreté



Soupe populaire pour chômeurs à New York après la crise de 1929. © Roger Viollet

Dans les années 1930 aux Etats-Unis, les ouvriers les moins qualifiés, les Noirs et les femmes sont les premières victimes de la crise de 1929. Mais ils seront loin d'être les seuls. **Des particuliers ruinés de différentes origines socio-démographiques investissent très vite les rues des grandes villes, pancarte autour du cou, pour demander du travail.** La main-d'oeuvre se négocie alors à environ un dollar la semaine. L'objectif : échapper à la misère qui pousse de plus en plus de travailleurs pauvres vers les "soupes populaires", une invention née du krach de 1929. C'est la première fois que les pouvoirs publics américains sont amenés à nourrir une partie de la population pour éviter des crises de la faim et des morts en hiver.

L'économie bloquée



Chômeurs faisant du troc pendant la crise économique de 1929, aux Etats-Unis. © Roger Viollet

Dans les années 1930 aux Etats-Unis, le manque d'argent peut se traduire au sens le plus strict du terme. La monnaie est parfois tout simplement absente lors de la vente ou de l'achat de produits. Preuve de ce blocage global de l'économie américaine : **les chômeurs sont petit à petit contraints d'instaurer le troc pour s'échanger biens et services.** Selon les villes, ce sont parfois de véritables systèmes réglementés qui se mettent en place pour palier au vide laissé par la faillite de plus de 9000 banques à travers les Etats-Unis. Interrogés par la presse à l'occasion de la crise financière de 2008, de nombreux retraités américains citent encore ce système qui permettait de s'offrir une bicyclette pour remplacer une voiture devenue trop chère en échange de poulets.

L'Europe contaminée



Soupe populaire pour chômeurs à Ivry, en 1934.
© Roger Viollet

En raison du poids des Etats-Unis, qui représentaient 45 % de la production industrielle mondiale, la crise de 1929 se propage à l'ensemble des économies occidentales. **Pour tenter de sortir de la débâcle, les banques américaines récupèrent leurs capitaux investis en Europe.** Dès 1931, le Creditanstalt, la plus grande banque autrichienne doit se déclarer en faillite. L'Allemagne voit sa Danat Bank elle aussi sombrer. La Livre sterling est quant à elle dévaluée le 21 septembre 1931 provoquant un bouleversement du système monétaire mondial basé sur l'or-étalon. **En France la Banque nationale de crédit, ou encore Citroën, feront faillite.** Les conséquences sont les mêmes qu'aux USA : fin 1932, on atteint 6 millions de chômeurs en Allemagne, 3 millions en Grande-Bretagne et 900 000 en France.

Le New Deal



Construction du barrage Wheeler sur le fleuve Tennessee. © Albert Harlingue / Roger-Viollet

Lors d'un discours à la Convention du parti démocrate à Chicago, le 2 juillet 1932, Franklin Delano Roosevelt évoque pour la première fois la notion de "New Deal". Une "nouvelle donne" économique et sociale inspirée de l'économiste britannique John Keynes. **Le "New Deal" a pour objectif d'enrayer la crise par une réforme du système bancaire,** l'abandon de l'étalon or, la dévaluation du dollar, la limitation de la production agricole, les aides économiques et sociales et le lancement de grands travaux comme l'aménagement de la vallée du Tennessee. Gouverneur de l'Etat de New York, Roosevelt sera élu Président en 1933 pour mettre en place ce programme. **L'investissement de l'Etat dans les 100 premiers jours sera considérable.** Le déficit attendra 1,3 milliard de dollars en 1933 et continuera à augmenter jusqu'à 3,5 milliards de dollars en 1936.

La solution contre le chômage



Grands travaux pour occuper les chômeurs, cantine sur un chantier. © Roger Viollet

Les premiers "100 jours" de l'administration Roosevelt sont aussi marqués par la question du chômage. Des manifestations pour l'emploi mais aussi des émeutes de la faim ont déjà éclaté dans plusieurs villes. En 1933, est créée la Federal Emergency Relief Administration (FERA) pour soutenir divers programmes d'aide. **Roosevelt veut aussi remettre le pays au travail.** Travaux de reboisement, production hydroélectrique ou lutte contre les inondations : **tous les moyens sont bons pour "occuper" les chômeurs.** Avec des centaines de milliers d'emplois créés, les premiers mois du New Deal visent donc surtout à rétablir la confiance. Mais certaines des mesures adoptées sont toujours d'actualité aux Etats-Unis comme le "Social Security System", qui assure la protection sociale de 90 % des Américains aujourd'hui.

Comment c'est reparti



Le redressement économique de la Floride après la crise de 1929, présenté par de jeunes Américaines. © Roger Viollet

Les économistes sont aujourd'hui divisés sur le poids du "New Deal" dans le redressement économique. A l'échelle de la planète, il faudra attendre la fin de la guerre 1939-1945 pour définitivement tourner la page. **Aux Etats-Unis, c'est en tout cas en 1940 que le PIB est revenu à son niveau d'avant krach,** c'est-à-dire au-dessus des 100 milliards de dollars. Il était descendu à 56 milliards en 1933. Quelle qu'en soit la raison, c'est cette relance de la production qui permettra le redressement économique, bancaire et enfin boursier. Le Dow Jones, qui avait chuté jusqu'à 41,22 points en 1932, est remonté de manière irrégulière mais puissante tout au long des années 1930 : l'indice a réalisé des pointes à 194,40 points en 1937, 212,5 points en 1946 et 521,5 points en 1956. A l'aube de la crise de 2008 et après avoir subi d'autres krach de plus faible ampleur, il avoisinait les 14 500 points en novembre 2007.